

# La compétitivité : enjeu d'un nouveau modèle de développement

## Déclaration du groupe des organisations étudiantes et mouvement de jeunesse

Le groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse salue cet avis qui, sur un sujet compliqué, évite l'écueil d'une approche stigmatisante pour notre pays et adopte une approche large des enjeux de la compétitivité, la considérant davantage comme un moyen que comme une fin.

L'effort d'investissement dans la formation et la qualification demeure selon nous la clé de la compétitivité d'un État et son développement doit être la première étape de toute politique de compétitivité. Or, en France, contrairement aux idées couramment véhiculées, le nombre de jeunes qualifiés stagne, voire se dégrade.

Dans le contexte d'accélération technologique qui est le nôtre, la France, si elle n'augmente pas le nombre de diplômés capables de s'intégrer sur un marché de l'emploi de plus en plus marqué par l'économie de la connaissance, ne restera pas longtemps attractive, d'autant plus que cette baisse tendancielle du nombre de jeunes diplômés ne s'observe pas chez nos voisins européens.

Il est impératif que la France atteigne l'objectif, fixé par la stratégie de Lisbonne, de 50 % d'une génération diplômés de l'enseignement supérieur. Cela nécessite de réinterroger l'ensemble de notre modèle universitaire. La massification des effectifs étudiants, opérée depuis 30 ans déjà, n'a pas été accompagnée de la réflexion nécessaire relative à l'évolution des méthodes d'apprentissage, du contenu des formations ou encore des effectifs enseignants. Le résultat est, qu'aujourd'hui, un étudiant sur deux échoue en première année de licence et que 17 % des étudiants sortent de l'université sans diplôme.

Augmenter le niveau de formation de toute une génération implique également de redonner à l'université son rôle d'ascenseur social et de rétablir l'égalité des chances dans l'accès au diplôme. Pour cela, il est nécessaire de mettre fin à la dualité nuisible de notre système d'enseignement supérieur en opérant un rapprochement entre l'université et les grandes écoles.

Il nous semble que l'avis aurait pu davantage poser la question du financement de l'éducation et de la formation. Les comparaisons menées par l'OCDE montrent, qu'en France la part de l'éducation dans les budgets publics a diminué. Il apparaît par ailleurs que la France dépense moins pour l'enseignement supérieur que la moyenne des pays de l'OCDE. Un rattrapage nous semble urgent pour améliorer la performance des formations supérieures françaises.

Enfin, notre groupe regrette que l'avis n'adopte pas une approche plus réaliste de l'apprentissage dont il encourage le développement, en proposant notamment l'ouverture de tous les métiers et de tous les niveaux de formation à ces méthodes. Si l'apprentissage et l'alternance peuvent permettre d'améliorer les formations professionnelles de certains jeunes, il convient de nuancer l'enthousiasme récent à leur égard en rappelant, notamment, que 17 % des personnes en formation abandonnent leur contrat sans aller au bout et que dans certains secteurs, tels que l'hôtellerie-restauration, le taux de rupture de contrat est de l'ordre de 30 %, notamment en raison des conditions d'exécution des contrats.

En dépit de ces nuances et au regard de la qualité de cet avis, le groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse a voté favorablement.